**SOUS TOUTES RÉSERVES**

**PAR COURRIER RECOMMANDÉ**

Québec, le [jour de l’envoi]

À l’attention de :

[Nom du locateur]

[Adresse complète]

**OBJET : MISE EN DEMEURE**

Monsieur [NOM],

Madame [NOM],

Vous êtes propriétaire du logement que j’occupe au [adresse du/de la locataire].

Comme vous savez, je dois déménager suite à votre reprise de logement.

L’article 1967 du code civil précise clairement :

**« 1967.** Lorsque le tribunal autorise la reprise ou l'éviction, il peut imposer les conditions qu'il estime justes et raisonnables, y compris, en cas de reprise, le paiement au locataire d'une indemnité équivalente aux frais de déménagement. »

La jurisprudence (*Carlin* c. *Dec et Ciesluk,* 1999 ; *Maroudas Couris c. Labrakis,* 2020)a reconnu des critères qui permettent d’évaluer l’indemnisation accordé au locataire dont l'âge des locataires, leur condition physique, la durée d'occupation et l'enracinement dans le logement, le coût du transport des biens et les frais de branchement aux services publics.

Je vous avise que je vous réclame un montant de \_\_\_\_\_\_$. Ce montant vise à me dédommager des dépenses et inconvénients ayant trait directement à la reprise de logement.

Voici le détail de ma réclamation :

Coût de base du déménagement : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Cout de rebranchement, bonification dû à mon âge (65 ans), ma condition et mon enracinement dans le logement (13 ans dans le logement) : \_\_\_\_\_\_\_\_

Vous êtes formellement mis en demeure de me verser la somme de \_\_\_\_\_\_$ dans les 10 jours suivant la réception de cette lettre. À défaut de vous conformer à cette mise en demeure, je devrai prendre action contre vous au Tribunal administratif du logement.

Veuillez agir en conséquence.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature

Nom du/de la locataire

Adresse complète